



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Réseau Alliances

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Réseau Alliances

40 rue Eugène Jacquet 59708 MARCQ EN BAROEUL

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Réseau Alliances

40 rue Eugène Jacquet 59708 MARCQ EN BAROEUL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Réseau Alliances,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Réseau Alliances relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et méthodes comptable – Changement d'estimations

Le paragraphe sur le « Changement d'estimations » de la partie « règles et méthodes comptables » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la provision pour dépréciation du risque de non-recouvrement des subventions à recevoir en cas de non atteinte des dépenses subventionnables.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 8 juillet 2025

KPMG SA



Jocelyn SCAMPS

Associé

RESEAU ALLIANCES

40 Rue EUGENE JACQUET

59700 MARCQ-EN-BAROEUL

Comptes au 31/12/2024



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de R&D				
Concessions, brevets droits similaires	28 088	19 078	9 009	14 106
Fonds commercial (1)				
Autres immo. incorpo.				
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., outillage				
Autres immo. corpo.	171 537	58 163	113 375	129 096
Immo. en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Particip. mise en équivalence				
Autres particip.				
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immo.	152	152		
Prêts				
Autres immo. financières	16 704		16 704	15 993
ACTIF IMMOBILISE	216 481	77 393	139 088	159 195
Comptes de liaison				
STOCKS				
Matières premières, approv.				
En cours de prod. biens				
En cours de prod. services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avces acomptes versés sur comm.				
CREANCES (3)				
Usagers et comptes rattachés	309 643	9 085	300 558	366 850
Autres créances	845 628	78 563	767 064	514 210
DIVERS (3)				
V.M.P.				
Disponibilités	284 249		284 249	441 017
COMPTES DE REGULARISATION (3)				
Charges constatées d'avance	42 703		42 703	40 756
ACTIF CIRCULANT	1 482 223	87 648	1 394 575	1 362 833
Charges à répartir sur plus. ex.				
Primes de remb. des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 698 704	165 042	1 533 662	1 522 027
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser				
accepté par organe compétent	Autor.Orga. Tut.			Dons nat. restant vendre
(1) Dont droit au bail	(2) dont -1 an			(3) dont +1an
Clause réserve prlImmo.	Stock			Créances

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	530 193	538 716
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-5 013	-8 523
Situation nette (sous-total)	525 180	530 193
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL 1	525 180	530 193
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL 2		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	10 235	9 203
TOTAL 3	10 235	9 203
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	69 776	80 625
Emprunts et dettes financières divers	77 258	74 200
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	608 914	539 355
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	172 253	202 741
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	46 746	69 675
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	23 300	16 035
TOTAL 4	998 248	982 631
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 533 662	1 522 027

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Cotisations	132 618	148 463
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	672 305	852 843
<i>dont parrainages</i>	475 503	528 572
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 042 010	957 157
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 031	46 664
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	2 307	2 280
Total I	1 867 271	2 007 407
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	957 029	1 097 378
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	17 797	25 810
Salaires et traitements	559 544	608 019
Charges sociales	215 130	233 536
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	22 993	23 131
Dotations aux provisions	88 680	12 828
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	2 893	5 483
Total II	1 864 065	2 006 185
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 206	1 222
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1399,04	167
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	1399	167
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9617,97	9 301
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	9 618	9 301
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-8 219	-9 133
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-5 013	-7 911


PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		193
Sur opérations en capital		418
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	611
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-611
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 868 670	2 007 574
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 873 683	2 016 097
EXCEDENT OU DEFICIT	-5 013	-8 523

RESEAU ALLIANCES

40 Rue EUGENE JACQUET

59700 MARCQ-EN-BAROEUL

Comptes au 31/12/2024



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Objet associatif :

Sensibiliser, accompagner et promouvoir la Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises (RSE) par toutes actions : inciter, former, conseiller et assister les entreprises ou structures professionnelles du secteur économique marchand.

Mobiliser les entreprises, acteurs publics, fondations et associations, au titre de leur engagement sociétal, sur des actions de solidarité, notamment la lutte contre le décrochage des jeunes, le développement de l'insertion professionnelle, encourager l'innovation sociale et solidaire. Créer des synergies entre les secteurs public et privé pour venir en aide aux populations les plus exposées aux risques sanitaires et sociaux.

Nature et Périmètres des activités :

Depuis 1993, Réseau Alliances a pour mission d'impulser une économie plus responsable auprès des entreprises de la région Hauts-de-France. Pour cela, nous développons des actions qui permettent d'accompagner les entreprises afin qu'elles améliorent leur performance économique dans le respect de l'Homme et de l'Environnement, c'est-à-dire de les accompagner dans leur démarche de Responsabilité Sociétale (RSE) afin de favoriser leur croissance durable.

Moyens mis en œuvre :

Réseau Alliances comprend 17 permanents, 205 bénévoles et plus de 280 entreprises ou organisations adhérentes et partenaires.

Nous louons 8 bureaux au sein du Campus Entreprises et Cités à Marcq-en-Barœul.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-3, de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 08-09-2014 relatif au Plan Comptable Général, mis à jour par les Règlements ANC 2016-07 et ANC 2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée d'utilité prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles et corporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
Logiciels	33 % L	33 % L
Matériel de bureau	25 % L	25 % L
Matériel informatique	33 % L	33 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors de leur cession, les titres de participations et autres titres immobilisés sont évalués au coût unitaire moyen pondéré, les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode FIFO.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

COTISATIONS

Notre entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit

SUBVENTIONS

En fonction des conventions de subventions conclues avec l'organisme qui l'octroi, le produit correspondant est rattaché à l'exercice.

S'agissant d'une subvention de fonctionnement, la décision d'octroi porte sur une période définie, souvent une année civile. Son produit est donc rattaché à ladite période.

Concernant une subvention spécifique, liée à une opération définie, la convention définit ses modalités de calcul. Si son montant est présenté comme la prise en charge d'un certain pourcentage des dépenses budgétées pour cette opération, alors le rattachement dudit produit est effectué concomitamment au rythme des dépenses réalisées.

Par précaution, le produit de certaines subventions à recevoir peut faire l'objet d'une minoration. Par le passé, Réseau Alliances a pu constater à plusieurs occasions un risque réel de rejet de dépenses acquittées présentées auxdits financeurs. Cette sous réalisation fait l'objet d'une provision pour dépréciation

Les subventions d'équilibre sont présentées en « produits exceptionnels ».

Tableau récapitulatif des subventions / concours publics pour l'année 2024 :

Nature du concours ou de la subvention	Union Européene	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations	Autres
Concours publics					
Subvention d exploitation		254 429	743 531		44 050
Subvention d investissement					

BENEVOLAT

L'association bénéficie, pour effectuer ses missions Squad Emploi, Start 'Avenir et World Forum, d'une aide volontaire de la part d'un certain nombre de personnes.

La valorisation de ce bénévolat pour 2024 est la suivante :

- 22 bénévoles ont consacré en moyenne 50h/an pour l'accompagnement des jeunes en SQUAD à un coût moyen estimé à 28€ de l'heure (charges comprises) soit un total de 30 800€
- 113 parrains bénévoles ont consacré en moyenne 25h/an pour l'accompagnement des jeunes en SQUAD à un coût moyen estimé à 28€ de l'heure (charges comprises) soit un total de 79 100€
- 70 bénévoles ont consacré en moyenne 7h/an pour le World Forum à un coût moyen estimé à 15€ de l'heure (charges comprises) soit un total de 7 350€

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Néant

CHANGEMENT DE METHODE

Néant

CHANGEMENT D'ESTIMATIONS

Le risque de non-recouvrement de subventions fait l'objet d'une provision pour dépréciation à compter de 2024.

Le montant de la provision s'élève à 79 K€ au 31/12/24

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Il existe un engagement pour indemnité de départ en retraite qui est calculé sur la base du salaire mensuel, de l'ancienneté dans la société à la clôture de l'exercice, du temps restant à courir jusqu'à la date anniversaire de ses 65 ans pondéré par des coefficients pour tenir compte de la rotation du personnel (Turn Over), de la probabilité d'être vivant à 65 ans, des augmentations de salaire et de l'actualisation des sommes qui seront versées.

Pour son calcul, le taux d'actualisation financière retenu est de 3,6% et un taux de revalorisation des salaires de 2%.

Au 31/12/2024, cet engagement s'élève pour les salariés à la somme de 10 234.57€ soit une dotation pour provision de 1 031.55€ en 2024.

FORMATION DU PERSONNEL

A compter du 1er Janvier 2015, les heures acquises par les salariés au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) ont été transférées dans un Compte Professionnel de Formation (CPF) à l'initiative des salariés qui en assument désormais eux-mêmes le suivi auprès de l'OPCA et de la CDC.

REPARTITION DES EFFECTIFS

Les effectifs moyens de 2024 s'élèvent à 16.73 personnes.

EFFECTIF MOYEN CADRE/EMPLOYE				TOTAL STRUCTURE
1T2024	2T2024	3T2024	4T2024	
19.3	16.8	15.4	15.4	16.7

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 088		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	125 746		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	44 796		2 175
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	170 542		2 175
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	152		
Prêts et autres immobilisations financières	15 993		711
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	16 145		711
TOTAL GENERAL	214 775		2 886

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			28 088	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			125 746	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 180	45 791	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 180		171 537	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			152	
Prêts et autres immobilisations financières			16 704	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			16 856	
TOTAL GENERAL	1 180		216 481	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	13 982	5 097		19 078
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 982	5 097		19 078
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	22 375	12 599		34 973
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 071	5 298	1 180	23 189
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 446	17 896	1 180	58 163
TOTAL GENERAL	55 428	22 993	1 180	77 241

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	9 203	1 032		10 235
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	9 203	1 032		10 235
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières	152			152
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	12 828	9 085	12 828	9 085
Autres dépréciations		78 563		78 563
DEPRECIATIONS	12 980	87 648	12 828	87 801
TOTAL GENERAL	22 183	88 680	12 828	98 035
Dotations et reprises d'exploitation		88 680	12 828	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	16 704		16 704
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	309 643	309 643	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	104 858	104 858	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	736 602	736 602	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	4 168	4 168	
Charges constatées d'avance	42 703	42 703	
TOTAL GENERAL	1 214 678	1 197 974	16 704
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	10 988	10 988		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	58 789	20 011	38 777	
Emprunts et dettes financières divers	77 258	77 258		
Fournisseurs et comptes rattachés	608 914	608 914		
Personnel et comptes rattachés	46 945	46 945		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	55 247	55 247		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	61 400	61 400		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	8 661	8 661		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	46 746	46 746		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	23 300	23 300		
TOTAL GENERAL	998 248	959 471	38 777	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 057			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 862			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER

CA18CHAPAY



Désignation de l'entreprise	ASS RESEAU ALLIANCES 40 RUE EUGENE JACQUET 59700 MARCQ-EN-BAROEUL 403020423 ISL	31/12/2024
-----------------------------	--	------------

[illegible]

DÉTAIL DES PRODUITS À RECEVOIR

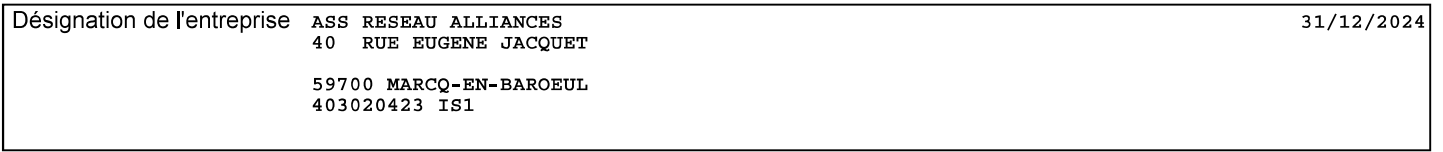
CA17PROREC

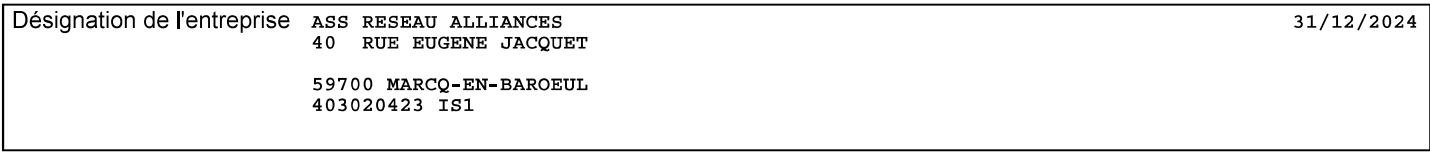


Désignation de l'entreprise	ASS RESEAU ALLIANCES 40 RUE EUGENE JACQUET 59700 MARCQ-EN-BAROEUL 403020423 ISL	31/12/2024
-----------------------------	--	------------

[illegible]

CA20CHAAVA

[illegible]

CA21PROAVA[illegible]

Variation des fonds propres	A l'ouvert. de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont génér. du public	Montant	Dont génér. du public	Montant	Dont génér. du public	Montant
Sans droit de reprise								
Avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau								
Excédent ou déficit		-5 013						
Situation nette	530 193							525 180
Dotations consommables								
Subventions d'investis.								
Provisions réglementées								
TOTAL	530 193	-5 013						525 180